

ROMO-NAVARRETE Maria,
Pierre Mendès France.
Héritage colonial et indépendances.
 Préface de Jean-François Sirinelli.

Paris, Presses universitaires de l'université
 Paris-Sorbonne (PUPS), 2009, 458 p.
 ISBN : 978-2840506492

Ce livre, version revue pour la publication d'une thèse soutenue en 2006 à l'université de Paris-Sorbonne, se présente comme la confrontation d'un personnage et d'une histoire. Personnage, parce que Mendès France n'a voulu apparaître que comme un acteur public, peu soucieux de livrer des aspects plus privés. Maria Romo-Navarrete dégage bien les grandes valeurs qui constituent le ressort des actions de « PMF » : la vertu et la modernité. Elle définit aussi les champs dans lesquels il inscrit son action : le radicalisme ; la guerre froide ; l'émancipation des peuples d'outre-mer et une histoire de la France outre-mer qu'il peine, autant que les historiens d'aujourd'hui, à concilier avec l'histoire nationale.

La recherche s'est appuyée sur de très vastes lectures. Le fonds Mendès France a été très largement exploité et complété par de nombreux fonds, publics et privés. Le plan choisi se compose de trois grandes parties : « Pierre Mendès France, liquidateur des échecs de la France coloniale » étudie le règlement de la question indochinoise (étude complétée par celle de l'évacuation des cinq comptoirs et celle du Fezzan) ; « La reconversion des protectorats nord-africains » traite du déblocage de l'affaire tunisienne et de l'approche de la crise marocaine ; le titre de la dernière : « Des choix pour l'avenir : recouvrer la puissance, réformer l'Empire, préserver l'Algérie », est suffisamment explicite. La logique est à la fois chronologique et spatiale. Le plan se justifie aussi par la méthode de PMF, qui consistait à traiter chaque dossier séparément et successivement.

À l'arrivée de Mendès France au pouvoir, le principe de l'indépendance de l'Indochine est acquis. Il convient surtout de mettre fin à la guerre. Sa vision des problèmes est surtout diplomatique (il ne paraît guère s'être ému de l'exil des populations du Nord, qui marquera tant d'officiers français ; mais il faut dire que les hommes du terrain rivalisent d'autosatisfaction) ni de modifier les mauvais rapports avec les nationalistes du Sud. À partir du rejet de la CED (30 août), il ne paraît guère en mesure de s'opposer aux États-Unis, à supposer que les limites françaises en matière financière et militaire l'aient rendu possible. Son attitude vis-à-vis de l'Inde consiste aussi à se résigner au fait accompli et à trouver moyen d'éviter un référendum voulu par la France, mais

refusé par l'Inde, même s'il fait étudier la question de la coopération. Sur le Fezzan, il cherche surtout à maintenir la présence française, en présence des progrès des Français et des Britanniques. Là encore, la sortie est honorable.

Le meilleur de son œuvre réside sans doute dans sa politique à l'égard de la Tunisie, où on voit à l'œuvre ses équipes (André Pélabon), ses appuis politiques (Alain Savary), sa lucidité quant au choix de l'interlocuteur indispensable en la personne de Bourguiba. Il hérite d'un blocage, mais trouve le moyen d'en sortir : la formule d'autonomie interne, qu'il n'invente pas, mais qu'il sait imposer grâce à son célèbre discours de Carthage et à la présence théâtrale du maréchal Juin, dont il est moins éloigné qu'il ne pourrait paraître. Il sait éviter l'enlèvement dans la répression, alors que le terrorisme atteint un niveau très inquiétant, grâce au désarmement négocié des « *fellaghas* ». Sur le Maroc, en revanche, il paraît d'abord peu engagé, quoiqu'attentif. Il ne paraît pas avoir sérieusement envisagé véritablement la dimension de la question dynastique, ni avoir pu suivre la suggestion, pourtant bien acceptée par les nationalistes et par le roi, d'un Conseil du trône. Sur l'Algérie, il a subi la surprise du 1^{er} novembre 1954, et a surtout soutenu le programme de réformes de François Mitterrand. Il sous-estime la puissance du courant nationaliste, même s'il ne se contente pas d'une intégration à la Soutelle, qui tend à ressembler beaucoup à l'assimilation, et s'il prône un fédéralisme qui maintiendrait des liens entre la France et l'Algérie à travers une Fédération nord-africaine. Sa chute ne s'explique que très partiellement (un quart des voix) par les oppositions suscitées par ses déclarations ou les mesures prises par lui dans ce domaine.

Au total, Mendès France apparaît moins comme le champion des droits des peuples à disposer d'eux-mêmes que comme l'homme de la paix en Indochine et ailleurs. La paix lui paraît sans doute comme le meilleur moyen de maintenir à la fois la grandeur de la France (mot dont il n'abuse pas, mais qu'il emploie), et une œuvre (« un « patrimoine ») qu'il considère, avec la quasi-totalité de la classe politique française, à l'exception, peut-être, du parti communiste, comme largement positive. Il apparaît de ce point de vue comme un héritier direct de la tradition de la III^e république. Sa vision économique l'amène aussi à considérer les dépenses militaires comme un fardeau qui entrave l'action de l'État et compromet la croissance de l'économie française à la conservation de ces territoires. Mais sa critique paraît porter surtout sur les dépenses de guerre, non sur les dépenses d'investissements. En fait, il est avant tout l'homme de la rigueur budgétaire. S'il dénonce le coût du fardeau indochinois, puis des dépenses militaires

en Afrique du Nord, il n'en accepte pas moins d'effectuer d'importants transferts en faveur de l'Algérie.

Les qualités qui font que PMF a mérité le titre d'homme d'État sont évidentes. C'est d'abord, au sens psychologique, un leader. Il sait se faire obéir, s'entourer d'une équipe, séduire en utilisant la presse, intimider en menaçant d'une rupture, ce qui permet de sauver au moins les apparences. C'est un pragmatique, qui agit en fonction des réalités, et qui ne craint pas l'usage de la force, même s'il ne néglige pas le verbe. C'est un républicain de gouvernement, soucieux de préserver l'autorité de l'État, en paraissant moins négociateur qu'imposer une politique, mais aussi en réformant l'administration dans le sens de l'impartialité et de l'intégrité. C'est enfin un homme de principes, soucieux de donner à ses concitoyens un idéal élevé, en inscrivant son action dans un ensemble de valeur. Il n'en est pas moins en même temps pris dans une légende qu'il contribue à écrire : par exemple, il présentera son discours de Carthage comme l'amorce d'un plan évolutif en direction de l'indépendance alors qu'en réalité, il demeurerait très attaché à l'autonomie interne.

Au total, ce livre constitue une contribution fondamentale à la perception de l'action d'un homme qui demeura longtemps la référence de la gauche française, notamment intellectuelle. Il contribue, en détruisant certaines légendes, à rendre plus compréhensible et plus humain un homme qui, tout en partageant bien des certitudes des hommes de son âge et de sa formation, eut le rare mérite de tenter d'adapter la France à son époque.

Jacques Frémeaux
Université Paris IV-Sorbonne